



ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

Montreuil, le 12 novembre 2012

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Avec l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains, nous nous sommes rendus en délégation en Turquie du 31 octobre au 7 novembre dernier.

Cette délégation comprenait Marie-Christine VERGIAT, Députée européenne, Michel BILLOUT, Sénateur de Seine-et-Marne, Alain COUSIN, Maire de Carlat, Josette FOUNIER, Maire d'Eygalayes, Anne-Catherine HEINISCH, Conseillère municipale de Limoise, Pierre TRAPIER, Maire de Porte-lès-Valence et moi-même.

Nous avons séjourné à Diyarbakir, Batman, Siirth puis Ankara afin de comprendre et témoigner de la situation faite aux Kurdes en Turquie.

Ce que nous avons vu, les dizaines de témoignages recueillis auprès d'élus, de responsables politiques, syndicaux ou associatifs, d'avocats, de médecins, d'étudiants, de victimes de la répression ou de familles de prisonniers politiques en grève de la faim, ont dépassé en gravité ce que nous avons pu imaginer.

Nous avons pu constater que le gouvernement turc refuse obstinément d'entendre les légitimes revendications du peuple kurde à exister.

Comme seule réponse une répression brutale est exercée. Des milliers d'hommes, de femmes et même d'enfants, avec parmi eux près de deux cents élus, des avocats, des journalistes, des militants pour les droits de l'homme, des syndicalistes, des étudiants, des féministes sont emprisonnés sous prétexte de complicité avec des organisations terroristes.

Ces détenus sont en fait poursuivis pour avoir conduit une action politique dans l'espace public. C'est intolérable.

Sous l'action de son gouvernement, la Turquie devient de plus en plus un pays où la démocratie est bafouée, la justice instrumentalisée, la liberté d'expression piétinée.

Face à ce mépris, près de sept cents prisonniers politiques ont décidé d'entreprendre une grève de la faim.

Ils sont plus nombreux chaque jour.

Certains d'entre eux en sont au 62^e jour de grève. Des dizaines d'hommes et de femmes peuvent donc mourir demain.

C'est insupportable !

.../...

Pendant notre séjour, nous avons appris que le Premier ministre turc, dans une déclaration faite en Allemagne, avait nié cette réalité alors qu'au même moment son ministre de la justice affirmait qu'il y avait plus de 680 prisonniers politiques en grève de la faim.

Comment un chef de gouvernement peut-il se comporter de la sorte ?

Nous pensons, au contraire, que les revendications des grévistes doivent être entendues de façon urgente. Elles ne sont ni injustes, ni irréalisables. Elles se résument en trois points :

- pouvoir se défendre devant les tribunaux dans sa langue maternelle,
- avoir le droit d'enseigner le kurde à l'école,
- faire cesser la mesure d'isolement qui frappe Abdullah Öcalan depuis plus de 15 mois, afin que celui-ci puisse participer au règlement de la question kurde.

Depuis notre retour, la situation n'a cessé de se dégrader. Face à l'autisme du gouvernement turc, des maires et des députés ont décidé de rejoindre le mouvement de grève de la faim depuis samedi. Une nouvelle manifestation de soutien a été brutalement réprimée hier à Diyarbakir devant le siège du DTK (Congrès pour une Société Démocratique) dans lequel plusieurs députés et maires sont en grève de la faim. Des grenades de gaz lacrymogène ont même été tirées par les forces de l'ordre à l'intérieur du siège du DTK.

L'entêtement du gouvernement turc - refus de tout geste humain, usage de la force et de la répression - est inacceptable.

Face à cette situation dramatique, nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, que la France et l'Union européenne ne restent plus silencieux, ne se fassent pas complices de cette folie, sous prétexte de nous ne savons quels calculs géopolitiques ou économiques.

Il se passe quelque chose de très grave en Turquie. Les droits de l'Homme doivent enfin être respectés.

Puisque les questions posées sont la reconnaissance des droits universels à s'exprimer, à exister avec son identité, à vivre libres et égaux dans la paix, la question kurde ne peut plus être ignorée.

Un jour ou l'autre il faudra bien arrêter de nier l'évidence. Il faudra que le gouvernement turc accepte de négocier. Alors c'est tout de suite qu'il faut le faire.

Monsieur le Président de la République vous pouvez contribuer avec d'autres chefs d'Etats européens à ce que la situation s'apaise, le dialogue s'ouvre. Il vous suffit de briser le mur du silence. Il y a urgence à agir.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre appel.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.



Dominique ADENOT
Maire de Champigny sur Marne
Président de l'Association Nationale
des Elus Communistes et Républicains

copie adressée à Monsieur le ministre des Affaires Etrangères